

# Déclaration liminaire de la FSU

## CAEN du 12 novembre 2024



Mesdames et messieurs les membres du CAEN,

Le gouvernement a annoncé son soutien au passage de un à trois jours de carence pour les fonctionnaires. Il s'agit d'une attaque majeure des droits des agent·es. C'est aussi la confirmation que ce gouvernement, sous couvert de prétendues contraintes budgétaires, poursuit son objectif de mise à mal de notre modèle social, à travers une nouvelle attaque frontale contre la Fonction publique et ses personnels qui pourtant, font vivre le service public au quotidien sans la reconnaissance qu'ils et elles méritent pourtant.

- Passer de un à trois jours de carence, c'est faire payer toujours plus les agent·es malades ; c'est s'obstiner dans une mesure idéologique qui a mille fois montré ses limites (plusieurs rapports attestent que cela n'améliore en rien la présence effective des personnels) ; c'est pousser les agent·es à se rendre au travail malade, au risque de provoquer par la suite un arrêt plus long.
- Passer d'un à trois jours de carence, ce serait aligner la Fonction publique sur ce qui existe de plus défavorable dans le secteur privé. Cette durée n'est effective que pour une petite minorité des salarié·es.
- Passer d'un à trois jours de carence, ce serait une nouvelle attaque contre les agent·es qui souffre le plus de la précarité, des bas salaires, des catégories C et B, des AESH, des contractuel·les mais aussi une attaque contre les femmes représentées à 62% à la fonction publique.

Non content de son attaque sur le délai de carence, le gouvernement prévoit aussi de soutenir une réduction des conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90%... Le gouvernement continue ainsi de refuser de reconnaître l'engagement et le travail de 5,7 millions d'agent·es publics, mais il s'attaque aux personnels malades.

Après la confirmation de la poursuite du gel du point d'indice et la suppression de la « garantie individuelle du pouvoir d'achat », le gouvernement veut maintenant ajouter un nouvel étage à sa politique anti-fonctionnaires. Parce que cette politique est nuisible à l'intérêt général, car dégradant un peu plus encore l'attractivité des métiers de la Fonction publique et donc au final l'intérêt de toute la population, elle ne doit pas s'appliquer.

Les éventuelles promesses d'amélioration des conditions de travail ou de renforcement des politiques de prévention ne sont pas crédibles avec le budget d'austérité du gouvernement et le refus de remettre en cause les logiques managériales qui mettent les personnels sous pression. La FSU réaffirme sa revendication d'abrogation du jour de carence. La FSU appelle les parlementaires à rejeter l'ensemble de ces mesures régressives et mettra en débat dans le cadre intersyndical l'appel à des mobilisations les plus larges possibles pour y faire échec.

Le projet de budget confirme le cap de l'austérité, en totale contradiction avec les besoins du pays face aux urgences sociales, économiques et environnementales. La faible mise à contribution « exceptionnelle » des plus riches et des grandes et très grandes entreprises n'est en rien un changement vers plus de justice fiscale, car la priorité gouvernementale reste la réduction des dépenses publiques, largement approuvée par le RN. D'autres choix budgétaires sont possibles.

2 200 suppressions d'emplois publics réparties sur l'ensemble des ministères sont annoncées.

- 101 postes seraient supprimés au sein du ministère de l'Agriculture.
- La part du budget de l'État, que consacre le PLF2025, aux missions du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, est la plus faible depuis plus de 20 ans. La FSU agit avec la plus grande détermination pour que le Crédit Impôt Recherche (CIR) soit remis en cause dans le budget 2025 et que les crédits ainsi libérés soient réaffectés aux services publics essentiels – éducation, santé, justice, recherche, culture –, à la protection sociale et à l'aide des plus fragiles.
- Tout ceci, sans compter toutes les suppressions de postes que pourrait engendrer l'austérité annoncée pour les collectivités locales qui subissent un coup de rabot de 5 milliards d'euros, alors même qu'elles portent un grand nombre de politiques de solidarité et jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale et le maillage des territoires, en particulier ruraux.

L'Éducation, priorité annoncée pourtant du Premier ministre, est le ministère le plus fortement impacté par les suppressions d'emplois. Si les effectifs d'AESH augmentent de 2000 postes, ce ne seront pas 2000 emplois de plus dans les écoles et établissements puisqu'il s'agit en réalité des transferts de contrats des établissements vers l'État. Les effectifs enseignants, quant à eux, sont ponctionnés de 4000 emplois. La baisse démographique commencée dans le premier degré, s'amorce dans le second. Mais s'appuyer uniquement sur ces chiffres revient à passer sous silence les choix qui ont dégradé les conditions de travail et d'étude des personnels et des élèves ces dernières années, avec un nombre d'élèves par classe bien plus élevé depuis des années en France que dans les autres pays européens. C'est le premier degré qui paie le plus lourd tribut avec 3155 postes supprimés. Dans notre académie il faut s'attendre à des centaines de fermetures de classe. L'École française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique comme le montrent les comparaisons internationales. Ces annonces signent le renoncement à toute perspective de lutte contre les inégalités scolaires, ce qui est cohérent avec la poursuite des mesures du « Choc des savoirs », comme les groupes de niveau et le pilotage par les évaluations...

Dans l'enseignement professionnel, cette rentrée a vu l'application de la nouvelle réforme des LP avec pas moins de 170 heures de formation en moins pour les élèves sur les 3 années de bac pro. Mais aussi l'avancement des examens au mois de mai alors que cela avait été testé pour les lycées généraux et technologique et supprimé l'année d'après. A croire que ce qui ne marche pas ailleurs doit être appliqué aux lycées professionnels. Que dire de la mise en place du parcours en Y en classe de terminale baccalauréat professionnel devant soi-disant permettre aux élèves de choisir entre 6 semaines de cours ou 6 semaines de formation en milieu professionnel suivant leur projet post bac. Outre le fait que l'organisation de ces 6 semaines en établissement ne sont absolument pas cadrées, il est à parier que bon nombres d'étudiants vont choisir le stage ou ne se présenteront pas en cours. Ce sera donc 6 semaines de perdues pour la formation.

A cela s'ajoute encore une fois des suppressions de poste pour les LP : 211 alors même que les effectifs augmentent dans la formation professionnelle sous statut scolaire. Il n'y a qu'à voir les chiffres qui nous sont présentés ce jour pour l'académie d'Amiens : +2,4% pour le public et +3,6% pour le privé... Mais plutôt qu'améliorer les conditions de travail des collègues et d'étude des élèves, il est décidé de continuer à supprimer des enseignants alors même que M. MACRON parlait de l'enseignement professionnel comme une voie d'excellence. On peut donc réellement se demander ce qu'est l'excellence pour notre président et ses gouvernements successifs.

De plus, le gouvernement fait le choix de préserver le SNU, mais dans le même temps impose des suppressions de postes d'enseignants, les choix du gouvernement sont clairs !

Sur d'autres sujets maintenant :

- La FSU continue de s'opposer à tous les projets écocides. Ces derniers sont l'illustration que perdurent des politiques « du produire plus, du transporter plus, plus vite et partout ». Dans notre académie c'est, par exemple, le projet de Canal Seine Nord Europe qui cumule toutes ces tares. La FSU soutient les luttes et les manifestant·es qui s'y opposent. Un autre projet est possible et nécessaire. La FSU dénonce également les appels à projet intégrant des élèves dans cette aberration écologique.
- Le bruit court de la création d'un lycée agricole privé sur le secteur de Méru qui développerait des filières générales. Nous souhaitons voir des informations à ce sujet. La FSU rappelle son attachement à l'enseignement public qu'il soit sous l'égide du ministère de l'Agriculture, de l'enseignement supérieur ou de l'Éducation Nationale. La FSU lutte pour en finir avec le dualisme scolaire avec en perspective la nationalisation des établissements privés sous contrat.

Pour conclure, si nos employeurs veulent prendre à bras-le-corps la question de la santé et des conditions de travail des agentes et agents, les leviers, pour les personnels sont les suivants : diminution du nombre d'élèves par classe, moyens pour l'inclusion, médecine du travail, respect des droits des personnels (mutations, temps partiels...)... autant de mesures qui nécessitent un autre budget.

L'attractivité de nos métiers, déjà au plus bas, ne risque pas de s'améliorer et ce d'autant plus que, loin d'annoncer une quelconque revalorisation, le ministre de la Fonction publique confirme le gel du point d'indice. Et que dire des AESH qui vivent déjà sous le seuil de pauvreté...

Pour la FSU, cette question de la prise en charge des arrêts maladie comme tout le budget 2025 n'est pas acceptable. Cette énième attaque ne peut rester sans réponse. La mobilisation, par la grève, est à l'ordre du jour et sera l'objet de la réunion de l'intersyndicale aujourd'hui.